



8 Place Malus
18000 Bourges
Tél 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr

COMBATIFS AUJOURD'HUI COMBATIFS DEMAIN POUR UN NOUVEAU MODELE SOCIAL

Depuis des dizaines d'années, le patronat, aidé par les différents gouvernements, réduit nos droits les plus élémentaires, nos conquies sociaux et impose ses doctrines libérales et liberticides, plus infâmes les unes que les autres. Les attaques contre la Sécurité Sociale, l'Education Nationale, les services publics, la culture, le code du travail et les statuts, les retraites et l'assurance-chômage, l'hôpital public, pour "préservier l'économie" ne servent en réalité qu'aux plus riches, aux grands groupes pour maintenir les dividendes et les profits et casser notre modèle social. Cette logique libérale est prescrite partout par l'Union Européenne, la Commission Européenne, la Banque Centrale et le FMI. Elle se propage partout dans le monde.

La situation dans laquelle nous sommes n'est que la conséquence d'une politique unique et mondialisée de casse des droits sociaux dans tous les pays. Partout dans le monde, la crise sanitaire a servi de prétexte pour mettre les salariés, les retraités, les chômeurs, la jeunesse et ceux qui n'ont rien, sous acceptation des décisions données par les conseils de guerre des gouvernements.

La colère est grande et visible. Des centaines de milliers de manifestants partout dans le monde depuis des mois, mais pas un mot dans les médias sur ces mouvements. Les revendications sont là, les révoltes également.

Ici, le "pass sanitaire" et l'obligation vaccinale ne "passent" pas. Dans le Cher, des milliers de manifestants se réunissent depuis le 17 juillet et cela ne cesse de grandir, nous sommes dans ces manifestations. Pour autant, nous ne devons pas laisser la place aux quelques extrémistes racistes et fascistes qui confortent le pouvoir en place. Ils se revendiquent comme démocratiques et républicains, ils participent soi-disant au nom de tous. Ils ne représentent qu'eux-mêmes, leur doctrine, le sectarisme, et surtout pas la masse des manifestants présents. Ceux-là sont avec poussettes, pancartes légitimes, en couple, seuls, retraités, vaccinés ou autres. Ces manifestations regroupent énormément de travailleurs qui se retrouvent derrière un slogan

légitime : Macron, ton pass on n'en veut pas ! Non à l'obligation vaccinale ! Liberté, ce slogan de liberté est repris dans tous les pays et nous devons en tenir compte.

Le gouvernement et le patronat essaient de nous maintenir dans l'opposition "pro-vaccin contre anti-vaccin" et "vaccinés contre non-vaccinés". Le débat n'est pas là et nous devons en sortir, en tout cas ce n'est pas le nôtre.

La vaccination n'est pas obligatoire et le libre choix est un droit, tant médical que législatif. L'obligation pour les soignants est tout simplement une mise en accusation pour celles et ceux qui se sont battus sans aucun moyen depuis le début de la maladie. Le manque de moyens des hôpitaux est réel et la casse continue. Les fermetures de lits, les réorganisations s'accroissent sans tenir compte des revendications pour plus de moyens en structures et en personnels. Aucune leçon n'a été tirée, bien au contraire, tout est comme avant. Les soignants ne sont pas responsables de la maladie, ils la soignent.

Il ne faut pas croire que seuls certains salariés dans les hôpitaux sont contraints à la vaccination. Ce sont des centaines de milliers de travailleurs qui sont en contact avec le milieu hospitalier, les personnes à domicile, dans le médico-social et le social qui ont une obligation. Sans parler des intervenants techniques, logistiques, la sous-traitance de statuts privés qui devront se prévaloir de ce forfait. Et les licenciements pour faute vont être appliqués.

Dans les entreprises privées, dans le reste de la fonction publique, où en sommes-nous ? Rien n'est dit, mais tout est prêt. Prêt pour la généralisation du pass, prêt pour les licenciements, prêt pour la discrimination et la ségrégation. La mise sous pression du patronat dans certains secteurs est déjà insupportable pour les salariés.

Il ne faut pas croire que ces mesures vont se limiter à certaines parties du salariat et qu'elles ne vont pas s'accroître, le prétexte sanitaire va ouvrir d'autres opportunités que ce qu'il fait déjà. Le Code du Travail

est plus que sérieusement attaqué comme les prérogatives de la médecine du travail, et les statuts de la fonction publique sont dans les mêmes logiques. Les attaques contre les libertés individuelles et collectives sont devenues les règles depuis la mise en place des états d'urgence successifs. Nous n'en pouvons plus.

Les rassemblements, les manifestations sociales, les manifestations associatives, les rassemblements sportifs et culturels et autres sont désormais soumis à autorisation sanitaire, c'est inacceptable. Nous ne sommes pas dans un état-prison, privés de droits.

La CGT est "le" syndicat qui défend l'ensemble des travailleurs, qu'ils soient vaccinés ou pas, qu'ils soient en accord ou pas avec les restrictions actuelles. Nous sommes la seule organisation qui organise et défend les salariés contre les mesures inacceptables que le gouvernement et le patronat nous imposent.

Nous revendiquons :

- **La fin du pass sanitaire partout et pour tout le monde.**
- **La fin de l'obligation vaccinale et le droit à disposer de la libre conscience pour tous**
- **La fin du flicage des soignants à qui on demande un certificat pour pouvoir travailler, les documents devant être remis à la direction.... Ça ne choque personne ?**
- **Des moyens en lits, en personnels et en matériels conséquents pour l'hôpital public et pour le développer.**
- **La nationalisation de l'ensemble de l'industrie pharmaceutique sous contrôle du peuple.**

- **Une hausse des salaires et un SMIC à 2.000 €. Les plus basses retraites ainsi que les minima sociaux doivent être de ce montant.**
- **Une réforme des retraites qui donne le droit à partir à 55 ans, sans condition de durée de cotisation, avec un minimum à 2.000 €. Du travail pour tous et nous serons assez de travailleurs pour financer, mais il faut également augmenter le taux de cotisation.**
- **Une vraie réforme de l'assurance-chômage qui protège plutôt qu'elle ne punisse encore plus.**
- **Une augmentation des services publics et un système éducatif pour tout le monde, partout.**
- **L'exigence d'une sixième semaine de congés payés.**
- **La liste n'est pas exhaustive....**

Nous sommes dans une situation où le capital, le patronat, accompagnés par ce gouvernement et les précédents, préparent une mutation profonde de notre modèle social. Ils ne veulent plus de droits collectifs pour mieux nous diviser et nous exploiter, à nous de les défendre et d'en reconquérir.

La lutte est actuelle et elle doit s'amplifier pour défendre et conquérir de nouveaux droits.

Bourges, le 11 Août 2021

RASSEMBLEMENT SAMEDI 14 AOÛT 2021 à 15 HEURES Place Séraucourt à BOURGES et les jours suivants sur nos revendications

Bulletin de contact ou d'adhésion à la CGT



Nom – Prénom :

Adresse :

Tél. : E.mail :

Entreprise :

Bulletin à retourner à l'UD-CGT du Cher 8 Place Malus – 18000 BOURGES
ou à remettre à un syndiqué CGT de votre entreprise